

*Clôture du séminaire
international sur la migration et
les droits de l'homme au
Venezuela (+Photo)*

Image not found or type unknown

Caracas, 4 avril (RHC) Le procureur général du Venezuela, Tarek William Saab, sera l'un des panélistes qui clôtureront aujourd'hui le séminaire international sur « La criminalisation de la migration et les droits de l'homme des migrants », qui se termine à Caracas.

Cet événement a débuté la veille dans le Salon Ayacucho de la Casa Amarilla de la Chancellerie, organisé par l'Internationale antifasciste, et auquel participent des experts nationaux et internationaux de différents pays, ainsi que des organisations et des mouvements liés aux droits de l'homme.

M. Saab, ainsi que le vice-chancelier pour l'Amérique latine, Rander Peña, et le Brésilien José Alexandre Ferreira Guedez, interviendront dans le panel consacré à « L'État impérial d'exception : Chronique de l'enlèvement de Vénézuéliens au Salvador ».

Hier, le ministre vénézuélien des affaires étrangères, Yván Gil, a parlé des efforts déployés par le gouvernement du président Nicolás Maduro pour sensibiliser la communauté internationale et exiger d'elle qu'elle agisse au sujet des plus de 250 migrants vénézuéliens enlevés au Salvador.

Il a expliqué que des communications ont été envoyées aux dirigeants mondiaux et aux organisations internationales multilatérales, à la présidence pro tempore de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, aux mains du Honduras, et au secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Il s'adresse également au Haut Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk, au Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, à l'Organisation internationale pour les migrations et à d'autres forums régionaux et multilatéraux.

Il a regretté le silence de ces organes « après 19 jours » et a noté qu'ils étaient peut-être en train d'analyser la situation afin d'apporter une « réponse énergique ».

Il a souligné que dans ce cas, ce ne sont pas seulement les droits des Vénézuéliens qui sont violés, mais « les droits des Latino-Américains et des migrants en général ».

Lors de l'ouverture de l'événement, M. Peña a ratifié la décision prise la veille par le gouvernement national de « ramener sains et saufs les frères et sœurs qui se trouvent dans cette situation complexe ».

Il est parti du grand paradoxe suivant : le monde se vante de la mondialisation économique et de la libre circulation des capitaux, « mais les migrants sont criminalisés, surveillés, exclus, traités de manière cruelle et inhumaine ».

Il a expliqué que ce double standard n'est pas une erreur du système, mais un symptôme de ce que l'on appelle l'état d'exception, un mécanisme par lequel « le pouvoir suspend les droits de certains groupes, transformant la migration en un crime et le migrant en Homo sacer (l'homme maudit) ».

Le secrétaire exécutif du Conseil national des droits de l'homme, Larry Lavoe, a salué les proches des migrants qui ont été arbitrairement transférés au Salvador et enfermés dans un lieu qui « peut être considéré comme un centre de torture », a-t-il déclaré.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/380176-cloture-du-seminaire-international-sur-la-migration-et-les-droits-de-lhomme-au-venezuela-photo>



Radio Habana Cuba